



Résumé – Débat Climate Chance 1

Session d'ouverture

Intervenants :

- **Laurence Tubiana**, Directrice de la Fondation Européenne pour le Climat (ECF)
- **Johan Ransquin**, Directeur Adaptation, Aménagement, et Trajectoires bas carbone à l'Agence de la Transition écologique (ADEME)
- **Gilles Vermot Desroches**, Directeur Développement Durable SCHNEIDER ELECTRIC
- **Henri Waisman**, Directeur de l'Initiative du Deep Decarbonization Pathways à l'Institut du Développement Durable et des Relations Internationales (IDDRI)
- **Steven Heddle**, Orkney Islands Council – Ecosse, porte-parole Environnement et Économie de la Convention des Autorités Locales d'Ecosse (COSLA)
- **Anne Barre**, Coordinatrice Politique Genre & Climat, Partenariats Stratégiques, Women Engage for a Common Future (WECF), Constituante Femmes et Genre
- **Teresa Ribera**, Ministre de la Transition Écologique, Espagne

Modération : **Juliette Nouel**, journaliste et formatrice de la Fresque du Climat.

Le Bilan mondial de l'action climat par secteur de l'Observatoire Climate Chance a été publié la première semaine de décembre et est disponible en [Français](#) et en [Anglais](#). Une série de "**Débats Climate Chance**", pour analyser les tendances clés de chaque secteur, a eu lieu du 1^{er} au 4 décembre (tous les enregistrements sont disponibles [ici](#)).

Cette session d'ouverture est consacrée à l'analyse des tendances globales.

Points clés des interventions :

- **5 points clés transversaux** peuvent être tirés du Bilan 2020 de l'Action Climat par Secteur de l'Observatoire Climate Chance.
 - 1) La pandémie de Covid-19 marque très fortement l'action climat, accélérant certaines tendances positives, et fragilisant certaines tendances encourageantes des dernières années.
 - 2) Le secteur de l'énergie se restructure, et certaines majors européennes accélèrent leurs investissements dans les énergies renouvelables.
 - 3) Les mobilités douces explosent, principalement portées par les collectivités locales.
 - 4) Les citoyens se mobilisent, et n'hésitent plus à attaquer les Etats ou les entreprises en justice pour les forcer à agir contre le changement climatique.
 - 5) Le recul de certains indicateurs socio-économiques clés (pauvreté, reforestation...) menace l'action climat



- **Laurence Tubiana** (ECF) remarque que malgré une action climat fragile et trop timide ces dernières années, 2020 a vu de nombreux acteurs étatiques et non-étatiques s'engager sous la bannière de la neutralité carbone. L'économie réelle doit maintenant accompagner ce mouvement et faire pression sur les Etats pour qu'ils prennent des engagements encore plus forts.
- **Johan Ransquin** (Ademe) souligne la fragilité des acteurs économiques du fait de la crise économique et sanitaire. Cela pourrait freiner les investissements « verts », même si la volonté est là sur le terrain, et que la relance peut constituer une opportunité pour changer les pratiques.
- Selon **Gilles Vermot-Desroches** (Schneider Electric), la crise marque un tournant majeur dans l'utilisation du numérique par les entreprises, permet une réflexion sur la relocalisation des activités et conduit à un essor dans la prise d'engagements climatiques par les grands groupes mondiaux. Dans les prochaines années, les entreprises ont deux grands défis : embarquer leurs fournisseurs dans leurs objectifs de neutralité carbone et arriver à valoriser leurs engagements climatiques et environnementaux dans leurs produits.
- Pour **Steven Heddle** (COSLA), la pandémie montre le rôle essentiel des collectivités locales dans la lutte contre les changements climatiques et dans la résilience des territoires face aux chocs. Une plus grande coopération entre les différents niveaux de décisions sera essentielle pour organiser l'action climat des prochaines années.
- **Anne Barre** (WEFC) regrette que les plans de soutiens des gouvernements pendant la crise due au Covid-19 ne concerne que l'économie formelle. Or, l'économie informelle, dans laquelle sont majoritairement investies les femmes et qui représente un pan énorme de l'activité dans les pays en développement, est essentielle dans la lutte contre les changements climatiques et devrait donc être davantage intégrée dans les politiques étatiques climatiques.
- **Henri Waisman** (IDDRI) retient quatre idées après la lecture du Bilan de Climate Chance : 1) La crise du Covid-19 permet de distinguer les tendances robustes de la transition, qui n'ont pas été trop impactées, des tendances fragiles, qui ont été impactées voire inversées. 2) La crise du Covid-19 révèle la fragilité des modèles économiques qui s'appuient sur les énergies fossiles, et donc la nécessité d'en sortir rapidement. 3) Les acteurs non-étatiques ont un rôle clé à jouer dans la transition, et il faut coordonner les actions entre les différents niveaux d'acteurs afin d'obtenir un tout cohérent, plutôt qu'une multitude d'actions isolées. 4) La crise révèle la très forte interdépendance entre les Objectifs du Développement Durable et les objectifs climatiques.
- En conclusion, **Teresa Ribera** (Ministre de la Transition Ecologique, Espagne) souligne l'importance des acteurs non-étatiques dans la lutte contre les changements climatiques, et de faire régulièrement le bilan des actions réalisées pour voir ce qui marche et ce qui ne marche pas, comme le fait l'Observatoire Climate Chance.



CLIMATE
CHANCE

Résumé

Introduction - Grands Enseignements du Bilan Mondial de l'Action Climat non-étatique.

Par **Ronan Dantec**, Président de Climate Chance, **Amaury Parelle**, Coordinateur de l'Observatoire Climate Chance, **Antoine Gillod**, chargé de recherche à l'Observatoire Climate Chance.

Climat et Covid-19 : une année hors norme, qui accélère la restructuration capitalistique du secteur de l'énergie et met en lumière le rôle essentiel des collectivités dans la transformation des mobilités :

Enseignements clés

- La pandémie et ses conséquences ont accéléré certains signaux faibles de la transition, notamment dans la production d'électricité, la mobilité urbaine et le traitement des déchets.
- Le choc provoqué par la chute de la demande et des cours du baril a des effets ambivalents à court-terme, mais pourrait bien engendrer des transformations structurelles dans certains secteurs.
- La crise renverse parallèlement certaines tendances encourageantes observées depuis quelques années telles que l'accès à l'énergie hors réseau dans les pays en développement, les efforts de réduction des émissions des transports, ou encore les efforts de protection des forêts
- La baisse générale des usages de l'énergie et de la production de biens et services est un facteur puissant de réduction des émissions de GES. Un constat évident en 2020, mais qui l'était déjà en 2019.

Le recul d'indicateurs socio-économiques clés :

Enseignements clés

- La double crise sanitaire et économique inverse les tendances au progrès suivies depuis plusieurs années voire décennies par certains indicateurs socio-économiques tels que la sécurité alimentaire, l'accès à l'énergie propre, à la santé et à l'éducation.
- La baisse des revenus des foyers peut mettre en péril plus directement les objectifs climat, par le recours à des solutions énergétiques plus économiques mais émissives et polluantes. Ainsi, les arbitrages entre santé et réduction des émissions fragilisent l'usage des transports publics.

Les plans de relance post-covid réaffirment le rôle central des Etats et conditionnent en partie les trajectoires d'émissions des prochaines années :

Enseignements clés

- Alors que depuis l'Accord de Paris, les États peinent à mobiliser des financements à la hauteur des enjeux pour une trajectoire 2°C, les plans de relance et les aides d'urgence réorientent des masses financières considérables vers les secteurs jugés prioritaires par les États, parfois sans contreparties et pour certains fortement émetteurs de GES.
- Déjà au cœur de l'agenda climatique à l'approche de la révision des contributions à l'Accord de Paris, les plans de relance renforcent le rôle des États dans la direction stratégique, économique et financière de la transition écologique.

La société civile s'empare de plus en plus des sujets climatiques, et n'hésite plus à utiliser des armes judiciaires :

Enseignements clés

- Alors que les coalitions d'action et les initiatives de coopération peinent à atteindre leurs objectifs, l'appropriation croissante du concept de neutralité carbone ces deux dernières années recentre les entreprises, les villes et les acteurs financiers sur leurs propres capacités d'action et périmètres d'émission.
- Entre rassemblements de masse pour le climat, désobéissance civile et actions juridiques, un champ de lutte naissant s'empare, en marge des canaux institutionnels, de la grammaire du climat pour questionner les comportements des acteurs, infléchir les trajectoires des secteurs économiques et transformer les cadres d'action nationaux et internationaux.
- En réaction, on observe un début d'intégration institutionnelle de la parole et des compétences citoyennes dans la formulation des politiques climat, comme en témoignent les assemblées tirées au sort ou les expériences de gestion communautaire de forêts mises à échelle par les autorités nationales ou internationales.



Ouverture : Laurence Tubiana, Directrice de la Fondation Européenne pour le Climat

Ces dernières années ont été difficiles sur le plan des négociations internationales climatiques : départ des USA de l'Accord de Paris, manque de coopération du Brésil et de l'Australie... Mais pendant ce temps, l'action des acteurs non-étatiques n'a pas fléchi.

2020 devait être l'année du pic des émissions mondiales, mais nous n'en sommes pas là : la baisse de cette année sera due à la pandémie de Covid-19 et non à l'action climat.

Mais cependant, beaucoup d'acteurs prennent des mesures. La neutralité carbone est un objectif de plus en plus adopté, et souvent accompagné de trajectoires détaillées. Mobilité douce, énergies renouvelables, changement de modèle agricole et de modèle de consommation... Beaucoup de leviers existent pour réduire les émissions.

2020 a finalement vu certains pays s'engager aussi dans ces ambitions de neutralité carbone : Chine, Corée, Japon... L'économie réelle doit rejoindre l'action des gouvernements et faire pression sur eux. La mobilisation doit être au rendez-vous aujourd'hui jusqu'aux nouvelles NDC (Contributions Déterminées au niveau National) de Glasgow.

Discussion :

- **Johan Ransquin**, Directeur Adaptation, Aménagement, et Trajectoires bas carbone à l'Agence de la transition écologique (Ademe)

Question : Que reprenez-vous du Bilan Sectoriel de Climate Chance, et comment fait-il écho à votre expérience sur le terrain avec l'Ademe ?

L'impact de la crise est principalement négatif pour le climat, principalement parce que les acteurs sont davantage préoccupés par leur survie économique. Mais c'est aussi une opportunité pour faire une reprise « verte », et l'Ademe a une enveloppe de 2 milliards d'euros pour travailler dans ce sens avec les acteurs.

Beaucoup de choses vont être mises en place pour accompagner la relance. Petite inquiétude : certains acteurs risquent d'avoir du mal à investir. Or l'Ademe ne finance jamais à 100% des projets, souvent entre 25% (pour les grandes entreprises) et 80%.

Certains acteurs étaient déjà dans des logiques d'investissement et profitent de la crise pour concrétiser ces volontés. D'autres sont arrêtés et doivent repartir : l'Ademe doit les accompagner pour que ce soit dans la bonne direction.

En résumé, le Covid marque un coup de frein. Il faut positiver et repartir, et heureusement il y a des gens sur le terrain qui veulent aller dans la bonne direction. De plus, cette enveloppe de 2 milliards d'euros va permettre à l'Ademe de se tourner vers des acteurs qu'elle n'avait pas l'habitude d'accompagner avant (tourisme par exemple).

- **Gilles Vermot Desroches**, Directeur Développement Durable SCHNEIDER ELECTRIC

Question : Comment Schneider a vécu le Covid-19 ? Comment votre expérience résonne avec les cadres posés par l'Observatoire Climate Chance ?



L'entreprise Schneider est présente sur tous les continents, donc les vagues de confinement successives ont impacté les activités de l'entreprise en continu. De plus, Schneider est très habituée au management numérique, donc ça n'a pas été difficile de basculer entièrement en virtuel. Enfin, il y a eu une baisse de l'activité notamment dans le bâtiment, mais aussi une accélération de la dynamique sur des besoins essentiels : accompagnement d'hôpitaux, de chaînes d'approvisionnement de nourriture...

Le numérique sera certainement le grand changement apporté par cette crise, qui n'aurait pas été possible il y a quelques années. Même si l'impact climatique du secteur est important, l'essor du numérique permettra globalement des progrès pour le climat, notamment grâce à l'IoT (Internet of Things – objets connectés), qui va permettre une meilleure efficacité et donc des économies d'énergie.

La logique du local prend de l'ampleur dans tous les pays. Avec Schneider, nous sommes engagés dans cette logique : plus de 80% de notre offre est produite dans le continent où elle est distribuée.

Un grand progrès à noter cette année : au niveau mondial, jamais les entreprises n'ont pris autant d'engagements climatiques (notamment des objectifs de neutralité carbone), et la crise du Covid-19 a accentué ça.

Les deux grandes tendances à venir pour les entreprises, qui vont s'intensifier et permettre de sensibiliser les populations :

- 1) Embarquer les fournisseurs dans les objectifs de neutralité carbone.
- 2) Quitter le discours « corporate » lié à l'engagement climatique et passer à un discours sur le produit. C'est-à-dire, comprendre et mettre en avant comment tous ces enjeux vont venir enrichir la valeur des produits.

Troisième enjeu sur lequel Schneider se positionne : comment l'entreprise peut-elle être un acteur pour réduire l'impact carbone de ses clients ? Comment le mesurer ? Toutes les entreprises devraient mettre ce sujet au centre de leurs réflexions dès aujourd'hui.

Pour finir : La pandémie a accentué une tendance que l'on redoutait : les pauvres sur la planète sont des jeunes. Aujourd'hui 1,8 milliards de personnes ont entre 15 et 28 ans. Un jeune sur six a perdu son travail depuis le début de la pandémie. En France, le niveau de pauvreté des jeunes a doublé. C'est un défi colossal pour le monde des entreprises et pour le monde entier en général.

- **Steven Heddle**, Orkney Islands Council – Ecosse, porte-parole Environnement et Économie de la Convention des Autorités Locales d'Ecosse (COSLA)

Question : En quoi la crise du Covid-19 a-t-elle impacté votre objectif d'une transition juste vers la sobriété carbone ?

Depuis quelques années, l'Ecosse s'est engagée dans une démarche climatique ambitieuse : objectif neutralité carbone avant 2025. Le pays a développé l'énergie éolienne, l'énergie marémotrice, l'efficacité énergétique et les techniques de stockage. La crise a fragilisé cette dynamique et a apporté sur la table d'autres sujets plus urgents.



Comment s'adapter, au niveau local ? Il va falloir définir des priorités, et redoubler d'ambition et d'efforts. Il va falloir bien évaluer les risques, les coûts, et se concentrer davantage sur les transports et l'énergie, qui ont été très finement analysés dans ce rapport de Climate Chance. Les gouvernements locaux ont un rôle crucial à jouer dans l'atteinte de ces objectifs, par exemple dans le secteur de l'économie circulaire. Il y a beaucoup d'opportunités, il faut être audacieux.

Exemples concrets : les autorités locales ont joué un rôle clé dans la mise en place de réseaux de recharge pour les véhicules électriques. Elles ont dû prendre des actions très rapides pour maintenir les transports publics malgré une réduction de près de 80% de la demande.

- **Anne Barre**, Coordinatrice Politique Genre & Climat, Partenariats Stratégiques, Women Engage for a Common Future (WECF), Constituante Femmes et Genre

Question : La mission de WECF est de construire avec les femmes un monde durable et équitable. La pandémie a-t-elle creusé les inégalités entre les sexes ?

WECF travaille beaucoup sur le terrain, avec des organisations dans tous les pays, mais aussi à l'échelle mondiale, en tant que membre de la Constituante Femmes et Genre. Donc vision à la fois locale à l'échelle internationale.

Oui, cette crise a creusé les inégalités de genre. D'abord parce qu'elle a été une source d'augmentation de violences, notamment de violences domestiques à cause des mesures de confinements et de la baisse de l'offre des transports. Et de plus, parce qu'elle a privé de nombreuses femmes de revenus. En effet, la crise a été une cause de perte de revenus très importante pour tous ceux qui sont dans l'économie informelle, c'est-à-dire majoritairement des femmes, en particulier dans les pays en développement. Or, les réponses des Etats se sont concentrées sur l'économie formelle. Par exemple, au Maroc, des productrices agricoles organisées en coopératives n'ont pas pu bénéficier des aides du gouvernement marocain parce qu'elles n'ont pas le statut de salarié. Ce sont pourtant des personnes qui contribuent de manière très forte à l'économie de leur région mais elles sont totalement dépourvues de revenus aujourd'hui.

Pour faire le lien avec l'action climat : très souvent il y a un potentiel pour la transition écologique dans les secteurs informels, par exemple pour la production de nourriture. Or l'aide pour ces secteurs fait clairement défaut. Il faut absolument intégrer l'économie informelle dans les politiques, car ces personnes peuvent jouer un grand rôle dans le combat climatique.

A propos de ce qui se passe sur le terrain, indépendamment des aides : dans tous les réseaux féministes, une action solidaire se coordonne. Par exemple, des centaines d'organisations féministes ont monté une plateforme d'entraide solidaire « La réponse féministe au Covid-19 », pour se tenir informées des difficultés qu'elles rencontraient dans leur pays, des violations éventuelles de droits humains qu'elles observaient et des actions d'entraide et solidarité qui avaient lieu. Illustration de ce que la société civile peut mettre en place en terme de résilience et de solidarité.

Enfin, pour donner un dernier exemple d'action concrète climatique qui a été freinée par la crise du Covid-19 : WECF met en place chaque année une valorisation des initiatives « Genre et Climat »



à travers un prix. Une lauréate de ce prix a développé une technologie de collecte d'eau de pluie qui permet d'éviter les inondations pendant les moussons et d'assurer l'irrigation pendant la saison sèche. Cette organisation n'a pas pu mettre en place toutes les installations de ces systèmes en raison des contraintes du confinement et de la crise (alimentaire et économique) en Inde. Preuve que l'action climat est freinée.

Il y a quand même à la fin un message positif. Beaucoup d'espoir suscité par cette solidarité, qui a aidé beaucoup de personnes sur le terrain à s'en sortir. On doit cependant rester très vigilant sur la violence qui touche les femmes aujourd'hui. On doit se rendre compte à la fois à quel point ces acteurs de terrain sont des piliers fondamentaux de la résilience en cas de crise. Il faut que ces organisations, et notamment celles des femmes, soient mieux intégrées dans les politiques climatiques. On ne se rend pas compte à quel point cette inclusion permettrait d'augmenter l'impact de ces politiques.

- **Henri Waisman**, Directeur de l'Initiative du Deep Decarbonization Pathways à l'Institut du Développement Durable et des Relations Internationales (IDDRI)

Question : En tant que coordinateur d'un projet international de décarbonation, que pouvez-vous retenir de cette crise et quelle est votre analyse de ce Bilan de l'Observatoire Climate Chance ?

Je félicite l'équipe de Climate Chance et je les remercie parce que l'analyse qu'ils font dans ce rapport est très précise et complète, et permet d'illustrer des points fondamentaux pour remettre la crise dans le contexte global du changement climatique.

Quatre points mis en avant à partir de la lecture de ce rapport :

- La crise a révélé l'existence de transitions robustes, qui n'ont donc pas été très impactées, mais aussi de tendances fragiles qui ont été impactées par cette crise. Par exemple, petit retour du charbon. Or, si à chaque fois qu'on fait face à une difficulté on revient au charbon, on va avoir du mal à atteindre les objectifs climatiques. Donc il faut trouver comment rendre les tendances fragiles plus robustes.
- Cette crise a révélé la fragilité de certains modèles économiques : ceux qui sont assis sur les énergies fossiles sont relativement fragiles face à des perturbations. Cela souligne le besoin de transformations radicales. Les plans de relance sont-ils adaptés ? Il faut qu'ils soient cohérents avec les objectifs, sinon énorme contradiction.
- Les acteurs non-étatiques ont un rôle crucial dans la transition. La transformation doit être pensée par tous les acteurs, ce qui nécessite une bonne collaboration. Tout le monde a un rôle clé, on doit s'assurer que les acteurs ne prennent pas de mesures les uns à côté des autres sans se coordonner. Il faut créer des stratégies cohérentes entre les acteurs. L'augmentation des engagements pris par les acteurs privés, ou par les collectivités locales, c'est très bien, et maintenant il faut passer des engagements à la stratégie. Il faut mettre sur la table des stratégies explicites de transformation et trouver les modalités pour que ces engagements soient mis en discussions avec les autres acteurs.
- La crise met en lumière le lien fondamental entre développement et climat. Cette crise révèle les grandes inégalités de notre monde, et donne un aperçu de ce qui pourrait arriver avec le changement climatique (pour rappel, le rapport « 1.5°C » du GIEC parle de centaines de millions de personnes qui vont basculer dans la pauvreté avec +2°C). Cette



crise montre l'importance de construire des stratégies qui ne soient pas seulement climatiques, mais aussi de développement.

Pour conclure : la crise a à la fois accéléré et ralenti les stratégies climat. Mais surtout : accélération extraordinaire de *l'agenda*, puisque les plans de relance font que de l'argent est dépensé plus vite, et cet argent dépensé aujourd'hui va conditionner très fortement notre capacité future à répondre aux défis climatiques.

Question finale pour tous les intervenants : Quels sont les acteurs qui s'en sortent le mieux ?

Johan Ransquin : La crise a montré une certaine résilience des communautés locales et a montré que l'on peut faire confiance à la société dans son ensemble pour se remettre de tels chocs.

Gilles Vermot Desroches : Après le confinement, le monde sera différent, ce n'est pas seulement une parenthèse qui se referme. Le travail ne sera jamais plus comme avant (par exemple le télétravail va s'imposer), la ville va se construire autrement, les efforts qu'on fait pour la réduction des émissions ne vont pas être les mêmes, un monde circulaire va émerger. Et de fait, dans ce monde-là, il faut accepter que des pans de l'activité d'hier ne seront plus adaptés et devront fortement se transformer.

Pour cela, on va avoir besoin d'innovation. Or, dans les derniers siècles, il n'y a pas une innovation qui est sortie de la tête d'un plus de 30 ans. Il faut donc absolument ne pas laisser tomber les jeunes, pour leur laisser l'espace-temps nécessaire à l'innovation.

Anne Barre : Cette crise révèle qu'il faut intégrer les Objectifs de Développement Durable (ODD) dans l'agenda climat pour avoir une action climatique plus efficace. Merci à l'équipe de Climate Chance d'avoir intégré cette analyse avec le prisme des ODD dans le rapport.

Steven Heddle : Le plus grand enseignement de cette crise est l'ampleur que peuvent prendre les gouvernements locaux lorsqu'on a fortement besoin d'eux. Cette ampleur doit maintenant être traduite également dans l'action climat.

Henri Waisman : Cette crise a montré que nous pouvons changer. On va faire face à des changements radicaux, est-ce qu'on veut en prendre le contrôle ou les subir ? On peut en faire quelque chose de positif en construisant des dynamiques d'actions collectives.

Conclusion : Teresa Ribera, Ministre de la Transition Écologique, Espagne

Les acteurs non-étatiques ont joué un rôle clé dans l'action climat, et doivent continuer à le jouer. Les villes doivent être à l'avant-garde pour décarboner notre consommation d'énergie et notre mobilité. Les investisseurs doivent intégrer les risques climatiques dans leurs choix d'investissement. Les médias doivent jouer leur rôle de sensibilisation sur ces enjeux. Et les chercheurs continuer à comprendre les risques et leviers d'action.

Il est important de mettre en commun tous ces acteurs dans la lutte contre les changements climatiques. Et il est crucial de prendre le temps de faire le bilan de ce qui marche et ce qui ne marche pas, comme l'Observatoire Climate Chance le fait.

La crise montre à quel point il est important de se préparer aux changements climatiques. Il faut construire une relance beaucoup plus résiliente et transformatrice afin d'éviter les conséquences dramatiques que peuvent apporter les changements climatiques.